



04 BP 8744 Ouagadougou 04 Email : [cifdha.bf@cifdha.org](mailto:cifdha.bf@cifdha.org) Tel : (00226) 76 53 02 00/ 70 59 08 75  
[www.cifdha.org](http://www.cifdha.org)

---

## Rapport de mission

### **PARTICIPATION A LA PRE SESSION DU BURKINA FASO DANS LE CADRE DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL Genève du 24 au 28 mars 2013**

Du 24 au 28 mars 2013, à la suggestion du Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix (CIFEDHOP), le Centre d'Information et de Formation en matière des Droits Humains en Afrique (CIFDHA), a pris part à Genève, à la pré session organisée par UPR Info sur le Burkina Faso, entrant dans le cadre de la préparation du deuxième passage du Burkina devant le Conseil des droits de l'homme au titre de l'Examen Périodique Universel.

L'objectif de cette pré-session était de permettre à des organisations de la société civile burkinabè de rencontrer plusieurs missions diplomatiques de toutes les régions du monde basées à Genève pour leur donner des informations de terrain sur la situation des droits humains au Burkina Faso et faire du plaidoyer auprès de celles-ci pour que leurs recommandations sur le Burkina Faso lors de son second passage devant le Conseil des droits de l'homme prenne en compte les préoccupations réelles de la société civile burkinabè.

Le CIFDHA a été représenté par son coordinateur Ali TRAORE et sa présidente Lydia OUEDRAOGO.

Dans le but de préparer la pré session, une formation sur l'EPU et le suivi des recommandations a eu lieu le lundi 24 mars 2013 ; étaient présents le CIFDHA et l'Association des Femmes Juristes du Burkina. Elle a permis non seulement une remise à niveau sur le processus EPU et sur les actions possibles à mener par les organisations de la société civile pour le suivi mais aussi une meilleure formulation des recommandations des organisations présentes.

---

Le Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique », en abrégé CIFDHA, a été créé en 2009 et a pour objectif d'informer et de renforcer les capacités d'action, notamment celles des jeunes, en matière de promotion et de défense des droits humains. Le Centre se donne aussi pour mission de dénoncer les violations des droits humains et de participer à l'assistance juridique des victimes.

La pré session elle-même a eu lieu le mardi 26 mars 2013 de 12h à 13h. La société civile burkinabè a été représentée par les organisations suivantes :

- Le Centre d'Information et de Formation en matière des Droits Humains en Afrique ;
- L'Association des Femmes Juristes du Burkina ;
- Save the Children ;
- Franciscans international.

Devant une vingtaine de représentants de missions permanentes à Genève, nous avons prononcé des déclarations sur la situation des droits de l'homme au Burkina Faso et suggéré des questions et recommandations à adresser au Burkina lors de son examen. Des rencontres individuelles ont permis des échanges plus directs avec certains délégués tels ceux du Royaume Uni, des Pays Bas et de la Côte d'Ivoire.

Les missions du Canada, du Danemark ont manifesté un intérêt pour la pré session mais des rendez-vous n'ont pas pu être coordonnés. Des échanges de documents par internet ont permis de partager les déclarations et la synthèse des recommandations du CIFDHA et du Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP). Il est important de noter que la majorité des thématiques présentées ressortent du rapport de la société civile envoyée au Haut commissariat aux droits de l'homme par la coalition composée du CIFDHA, du MBDHP, de l'Ecole Instrument de Paix- section du Burkina, du Syndicat Burkinabè des Magistrats, de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse et de la Commission Episcopale Justice et Paix. Les autres thématiques ressortent des échanges du CIFDHA avec l'Association Solidarité pour le Droit au Logement, l'Association des Elèves et Etudiants Handicapés du Burkina et de l'Agenda des jeunes leaders des OSC et des partis politiques initié le National Democratic Institute.

L'intérêt de la rencontre de Genève a été sans conteste l'opportunité offerte à la société civile de présenter la situation des droits humains au Burkina et de donner des informations aux missions permanentes pour leur permettre de mieux préparer leurs déclarations et recommandations.

**Annexe** : Synthèse des recommandations du CIFDHA.

Lydia ZANGA/OUEDRAOGO

Présidente

Ali TRAORE

Coordonnateur

---

Le Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique », en abrégé CIFDHA, a été créé en 2009 et a pour objectif d'informer et de renforcer les capacités d'action, notamment celles des jeunes, en matière de promotion et de défense des droits humains. Le Centre se donne aussi pour mission de dénoncer les violations des droits humains et de participer à l'assistance juridique des victimes.